

## Les usages du politique et leurs enjeux dans les pratiques artistiques et expressions esthétiques / Recension

### « Alain BERTHO, *Le temps des émeutes*, Bayard, Paris, 2009, 271 p. »

Alexis MARTIG

Que nous disent les émeutes sur notre époque ? Comment les comprendre au-delà du moment de leur déroulement ? Quels liens y a-t-il entre les émeutes françaises, et les émeutes chinoises, canadiennes, algériennes, marocaines, bulgares, belges... ? S'agit-il d'« accidents », d'évènements marginaux, spontanés, ou peut-on au contraire les considérer comme une action politique profondément contemporaine qui ferait de notre temps ce « *temps des émeutes* » ?

Voici quelques questions auxquelles se propose de répondre Alain Bertho dans cet ouvrage, dans la continuité de ses précédents travaux sur les banlieues et l'État <sup>(1)</sup>. L'auteur nous introduit à sa réflexion sur les émeutes en soulevant les difficultés à les comprendre en termes de classes sociales politiques et subjectives. Selon lui, les émeutes remettent littéralement en cause les paradigmes sociaux et politiques antérieurs qui ne permettent de les penser qu'à travers des arguments et des interprétations préexistantes concluant à des « émeutes de la faim » ou à une explosion des banlieues. C'est pourquoi, il s'inscrit dans une toute autre démarche qui cherche plutôt à saisir ce qu'une étude sans *a priori* peut nous apprendre sur les émeutes au-delà du sens commun apparaissant dans de nombreuses interprétations pendant les émeutes et disparaissant aussi vite une fois celles-ci passées. En toile de fond, c'est progressivement une thèse « sur la transformation contemporaine de l'État » (p. 7) et son obsolescence qui se dessine.

Multipliant les exemples, l'auteur expose ainsi son hypothèse selon laquelle de « Clichy-sous-Bois à Antananarivo, d'Athènes à Pointe-à-Pitre, de Sofia à Oakland, d'Oran à Weng'an, de Tacna à Chlef, de Villiers-le-Bel à Palerme, de Roquetas del Mar à Nairobi [ce sont] les mêmes gestes, la même obstination farouche [qui] s'installent dans le paysage global de notre modernité » (p.13). La mondialité est la première caractéristique qui fait de l'émeute un phénomène « contemporain » au sens d'Agamben, c'est-à-dire qui nous révèle ce que nous ne voulons pas voir de notre époque. Mais l'émeute est aussi profondément contemporaine pour sa « nouveauté subjective », et revenant sur les études d'historiens ayant plutôt tendance à affirmer une certaine continuité historique de l'émeute, comme Eric Hobsbawm par exemple, Alain Bertho défend ici la thèse que les émeutes opèrent une rupture contemporaine avec des révoltes passées.

Ce sera d'ailleurs tout l'objet de la première partie de l'ouvrage que de présenter « la modernité de l'émeute » (Chap. 1), insistant sur les difficultés à saisir ce phénomène en ce qu'il oscille entre « l'inouï et l'indéchiffrable, [...] le silence et le bruit » (Chap.2), et enfin exposant comment la veille vidéo sur Internet a constitué une dimension essentielle, sinon principale de cette recherche autour de ce que l'auteur appelle les « archives du désordre » (Chap. 3), sans pour autant déconsidérer la nécessité de l'observation directe des phénomènes.

Divisé en trois parties, l'ouvrage s'attache ensuite dans la deuxième partie à passer en revue le « répertoire contemporain de la révolte » (p. 65), à travers quatre chapitres, illustrant à partir d'exemples d'émeutes de diverses sociétés, les « lexiques de la colère » (p. 75). Alternant ainsi réflexion et description d'évènements ? pendant parfois plus de dix pages ?, l'auteur nous plonge ainsi dans la mondialité des

émeutes et passe en revue les différentes causes, ou objets, de celles-ci : « mort des jeunes, les enjeux urbains, la confrontation à la rente financière, les transformations des mobilisations de la jeunesse scolarisée entre le mouvement contre le CPE en France et l'embrasement grec, mais aussi la montée de la haine » (p. 65).

Enfin, dans la troisième et dernière partie, Alain Bertho développe une réflexion singulière et critique sur l'État, et sur ce que nous apprennent les émeutes au sujet des limites de l'État dans sa forme actuelle, ses manières de jouer son rôle politique de représentation, de mettre en place une médiation entre le peuple, les citoyens, et l'appareil politique qui gouverne. Cette partie est aussi l'objet d'un chapitre interrogeant la nature des liens entre les émeutes nationales, en montrant habilement qu'on est plus en face d'une sorte de résonance ou d'écho que d'une réelle mise en réseaux.

La modernité de l'émeute, premier point développé par l'auteur, est capitale pour se défaire du sens commun et bien saisir que la compréhension des émeutes, de ce qu'elles nous disent, n'est pas possible à partir des grilles de lecture politiques de la violence collective classique. En effet, le sens des émeutes contemporaines, au regard de celles passées en 1848, 1917 ou 1968, est beaucoup plus difficile à identifier. En ce sens, nous serions dans une nouvelle séquence historique qui démarre dans les années 1990 avec une extension géographique et une augmentation brutale des situations répertoriées, et ce autour de l'affirmation de trois thématiques principales : la jeunesse contre la police, l'altermondialisme et les affrontements identitaires.

Mais ce qui fait surtout la contemporanéité de l'émeute, nous dit l'auteur, au sens de l'obscurité de notre époque, c'est le consensus politico-médiatique et public autour du silence à son sujet. À peine terminée on arrête d'en parler, quand il ne s'agit pas de reléguer au seuil symbolique de « l'actualité » les révoltes au Maroc, en Chine, en Algérie... Quand certaines font parler d'elles, c'est parce qu'elles s'inscrivent dans un agenda politique préétabli, comme les émeutes de Lhassa au Tibet lors de la préparation des Jeux olympiques de Beijing. Or, même dans ces situations, la subjectivité des protagonistes est souvent laissée de côté, confisquée, pour laisser la parole à des sympathisants ou des soutiens. Un autre travers de la médiatisation, c'est le catalogage de ces émeutes dans « une liste stéréotypée qui circule de média en média dans l'indifférence totale à la singularité des situations » telles que : « émeutes de la faim », « émeutes de banlieues » ou « violences urbaines » (p. 32).

Dès lors, pour saisir la subjectivité et la globalité de ce phénomène à la fois hors de l'agenda politique, difficile à nommer et difficile à identifier dans l'espace intellectuel institutionnel, il faut éviter deux écueils : l'instrumentalisation politique et l'analyse causale. Dans les deux cas il s'agit d'inscrire l'émeute, qui est de l'ordre de la discontinuité, dans une continuité politique, étatique ou savante.

Dans le cas de la France, Alain Bertho montre comment le discours républicain et laïc, loin de reconnaître à la révolte une capacité à fonder une éthique émancipatrice, n'est en fait qu'un discours de domination qui redouble la stigmatisation des personnes en colère en reléguant le problème à des experts qui s'occuperont de leur sort à travers des politiques de la ville, des « plans banlieues ». Ce qu'il manque, nous dit l'anthropologue, c'est penser l'aspect positif de l'émeute, et faire preuve d'une certaine empathie envers les acteurs en se mettant de leur côté, plutôt que du côté de ceux qui les répriment, c'est « intégrer en tant que tel un point de vue qui soit celui des jeunes et non celui de la condamnation des voitures brûlées » (p. 42).

Pour saisir ce que nous disent les émeutes, et surtout la subjectivité de ces événements, il faut s'intéresser au passage à l'acte et au soudain silence qui suit les émeutes car « la subjectivité de l'émeute ne prend pas fin avec le retour au calme » (p. 45).

Revenant sur les émeutes françaises d'octobre-novembre 2005, et détruisant ainsi certains préjugés à l'occasion, l'auteur cite une directrice d'un centre social, témoin direct des affrontements d'Aulnay-sous-Bois : « seuls ceux qui regardaient la télévision avaient peur, ceux qui étaient à leur fenêtre rigolaient » (p. 54). Sans pour autant idéaliser l'émeute, celle-ci est décrite comme naissant d'un « silence, d'une absence, d'une omission, d'un consensus paradoxal qui stigmatise et efface dans un même mouvement une partie de la société » (p.58). Face au silence des médias et des politiques, l'absence récurrente de revendications est l'expression d'un « refus d'interlocution, un message volontaire silencieux, un refus de tout partage symbolique, même dans l'affrontement politique » (p.61). Et si partage il y a, ce sont des images des émeutes mises en ligne sur toutes les déclinaisons mondiales de YouTube et Daylimotion grâce, entre autres, à la démocratisation des téléphones portables intelligents. D'où

le fait que pour l'auteur, l'enquête sur les émeutes doit se doubler d'une veille vidéo sur Internet pour essayer de saisir le phénomène dans sa globalité. Car, à travers l'étude de la multiplicité et les singularités des événements étudiés, l'objectif de l'ouvrage est de comprendre ce qu'ils nous disent de la politique et de l'État dans la globalisation contemporaine.

Le peu d'importance donnée aux morts, à l'instar de Zyed et Bouna et des émeutes de 2005 en France, et dans ce cas plus précisément « le traitement politique de l'évènement, l'absence verbale de la stigmatisation et le consensus républicain antiviolence » (p. 79) fait partie des déclencheurs du passage à l'acte. Les « acteurs se constituent une subjectivité partagée » (p. 79) autour de la non-reconnaissance des morts et de la douleur des proches. La référence consensuelle à la République fonctionne ici comme une injonction au silence empêchant de poser le problème du sort des enfants de l'immigration, alors que dans le même temps « la police...inscrit le racisme dans ses pratiques et ses violences quotidiennes » (p. 80).

S'il n'y a pas de « modèle [français] à exporter », force est de constater une certaine homologie des circonstances, « du rôle des forces de police [et] de la déqualification des victimes » entre les bavures policières en Europe et en Amérique du Nord, et plus largement la *hogra* (mépris des autorités) au Maghreb, en passant par l'injustice sociale et le mensonge d'état en Chine ». C'est la dignité des victimes qui est en jeu et « la colère se tourne vers de vieilles démocraties qui n'honorent plus leurs vieilles promesses d'égalité » (p.81). Émeute de la gare du Nord, mobilisation altermondialiste à Seattle et à Gênes, échauffourées d'après matches, contentieux sur les transports urbains...ces actes sont donc « révélateurs des enjeux contemporains du pouvoir d'État, de l'ordre et de la ville » (p. 101) au sens large, et pas seulement en banlieue.

Déconstruisant l'expression « émeutes de la faim » utilisée pour qualifier des mouvements de révolte contre la hausse des prix en Afrique, en Amérique centrale et en Asie en 2008, Alain Bertho montre les liens entre « cette mobilisation à dimension émeutière "contre la vie chère" » et la spéculation du capitalisme financier. La mobilisation « contre la vie chère » s'inscrit ainsi selon l'auteur dans le brouillage entre privé et public, et dans la disparition progressive de la pertinence de la notion de « classe sociale » avec le passage d'un capitalisme usinier à un capitalisme financier, dans le sens où la colère est contre « un dispositif de rentabilisation du capital », mais les doléances s'adressent à l'État.

Après l'éducation ? au sujet de la mobilisation contre le CPE en France en 2006 et les émeutes grecques ?, et les affrontements récurrents dans le monde entier entre les jeunes et les États, c'est la haine contre l'autre proche qui est ensuite abordée à travers les émeutes liées aux « scènes de pogroms », « émeutes anti-immigrés », affrontements interconfessionnels... renvoyant à la « peur des minorités » d'Arjun Appadurai.

Derrière ces affrontements identitaires, et à travers la mondialisation, c'est l'articulation de l'État et de la nation construite par la modernité qui est à interroger. Ainsi, pour l'auteur, la période contemporaine, *Le temps des émeutes*, voit remis en question le lien entre le peuple moderne souverain de la démocratie, la nation et l'État. Dans la mondialisation, l'État a besoin de se construire une stratégie identitaire qui est souvent liée à une production de l'altérité qui s'exprime dans la déqualification et la criminalisation de certains, donnant une légitimité symbolique à des différenciations portant sur la langue, la religion, l'origine, la couleur de peau, la consonance du nom... la France s'étant spécialisée dans la question des pratiques religieuses au nom de la laïcité républicaine.

Face à ces « autres » menaçant, c'est une véritable « posture de guerre » silencieuse contre les migrants, figures emblématiques de la menace mondialisée qui est à l'origine d'une militarisation de l'action publique comme au Brésil (l'armée dans les *favelas*) ou à une gestion militaire des quartiers avec l'instauration de l'état d'urgence après l'émeute de Villiers-le-Bel. La conséquence est l'établissement de « frontières juridiques et humaines au coeur des sociétés urbaines en transformant la nature même de l'État » (p. 172).

Si l'émeute contemporaine nous parle de l'État, son rapport avec la politique n'est pas pour autant évident. L'émeute rappelle l'État à ses devoirs, ou lui en propose d'autres et intervient là où celui-ci n'agit pas, ou ne désire pas agir. « Politique des invisibles ou politique invisible » (p. 193), ce qui se joue est de l'ordre de la constitution culturelle de subjectivités en partage hors de l'espace de l'État, avec ses propres « lieux, ses mots, ses pratiques, des capacités de mémoire et de diffusion, des possibilités de connexions et d'échanges » (p. 193). L'objectif n'est pas ici de prendre le pouvoir, mais la parole, de se rendre visible et audible. Et, en ce qu'elle ne cherche pas à faire partie, ou interagir directement au sein du champ politique

tel qu'il est institutionnalisé, l'émeute est « contre la politique » (p. 187) et met en évidence les limites de l'espace public moderne et des formes d'action collective qui y trouvent place. En dénonçant que leur action n'est pas politique, les jeunes émeutiers cités soulignent combien la politique aujourd'hui n'est pas médiation entre des gens et l'État, et mettent en lumière les limites de la représentativité démocratique.

Pour Alain Bertho, et cette thèse est sous-jacente depuis le début de l'ouvrage, nous sommes face aux limites historiques des différentes formes de démocratie, des pluralistes au parti unique, dans le sens où les émeutes nous montrent que celles-ci ont perdu leur fonction d'intégration politique populaire. Il rejoint en ce sens Partha Chatterjee (2009) dans sa critique de la démocratie comme ensemble de techniques et de connaissance de gouvernance reproduisant la domination hégémonique de certains groupes sur d'autres dans la société concernée. Les logiques de gestion guerrière de légitimation des États engendrées par la bureaucratisation du monde doivent faire face aux réponses du monde social, qui s'inscrit lui aussi dans des logiques guerrières de confrontation avec l'État. En conclusion, « le temps des émeutes » est donc la mort de la politique moderne constituée comme un espace, parlementaire ou non, de traduction du social dans l'espace de l'État.

On l'aura compris, *Le temps des émeutes* comble un certain vide et intéressera particulièrement ceux qui travaillent sur les mobilisations sociales contemporaines en ce qu'il propose une analyse inédite sur le phénomène des émeutes comme une forme de mobilisation incontournable de la politique contemporaine, mais qui s'inscrit contre elle et met en lumière les limites des modèles démocratiques dans leurs capacités et prétentions à produire de l'égalité et être la représentation d'une peuple souverain national. Car cette mobilisation, comme l'auteur l'a montré, a ses spécificités dont l'absence de dialogue avec le système en place fait intégralement partie. Mais l'ouvrage est aussi d'un apport conséquent en ce qu'il renouvelle nos grilles d'analyse politique, et montre la complexification des sociétés contemporaines dans la globalisation nous amenant à moderniser nos manières d'appréhender les mobilisations politiques.

À ce sujet, certains points gagneraient à être mis en perspective avec le travail d'Alain Bertho, comme par exemple ? et l'auteur évoque le phénomène très rapidement ? le caractère politique des pratiques artistiques mobilisées de manière croissante par des mouvements sociaux, ou de mêmes d'autres formes de faire de la politique qu'en s'inscrivant dans la pensée discursive politique institutionnalisée telle que peuvent le faire les manifestations mélangeant scènes politique et artistique par des populations autochtones au Canada, en Australie (Glowczewski et Henry, 2007) ou au Brésil pour réclamer plus de droits.

De même, si la force de l'ouvrage est bien de démontrer l'obsolescence des notions de classe sociale et des grilles de lecture de la violence collective, qu'en est-il des théories de la reconnaissance sociale (Honneth, 2008 ; Fraser, 2005 ; Margalit, 2007 ; Taylor, 1994), très peu citées par l'auteur, malgré pourtant l'usage d'un vocabulaire qui n'est pas sans y faire référence : « dignité bafouée » (p. 60), « refus réitéré de toute reconnaissance » (p. 79), « déni de souffrance » (p. 81), « déni d'humanité » (p. 82), la *hogra* en Algérie, « c'est toujours de la dignité des victimes dont il est question » (p. 83), « la déqualification officielle de la vie des gens méprisés au quotidien, la mépris officiel sur les dépouilles de jeunes... » (p. 96), « ne pas compter tout le monde comme faisant partie du peuple à égalité de dignité » (p. 165), « plus ou moins dignes d'être français » (p. 166). Car au final, si le mépris, la dignité et le déni d'humanité sont le fond du problème, il pourrait être fort intéressant de faire dialoguer les réflexions développées dans cet ouvrage par Alain Bertho avec d'autres études de mobilisations sociales où l'enjeu et les revendications sociales s'inscrivent aussi dans la dignité et la reconnaissance sociale.

---

## Bibliographie :

BERTHO, Alain, *Banlieue, banlieue, banlieue*, Paris : La Dispute, 1997.

BERTHO, Alain, *L'État de guerre*, Paris : La Dispute, 2003.

CHATTERJEE, Partha, *Politique des gouvernés. Réflexions sur la politique populaire dans la majeure partie du monde*, Paris : Éditions Amsterdam, 2009.

FRASER, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris : La

Découverte, 2005.

HONNETH, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris : Les éditions du Cerf, 2008.

GLOWCZEWSKI, Barbara, HENRY, Rosita (dir.), *Le défi indigène. Entre spectacle et politique*, Montreuil : Aux lieux d'être, 2007.

MARGALIT, Avishai, *La société décente*, Paris : Flammarion, 2007.

TAYLOR, Charles, *Multiculturalisme : différence et démocratie*, Paris : Flammarion, 1994.

## Notes :

1. Lire à ce sujet Alain BERTHO, *Banlieue, banlieue, banlieue*, Paris : La Dispute, 1997 ; et Alain BERTHO, *L'État de guerre*, Paris : La Dispute, 2003.

---

### Pour citer ce document:

Alexis MARTIG , « Alain BERTHO, Le temps des émeutes, Bayard, Paris, 2009, 271 p. », *Cultures-Kairós* [En ligne], Les usages du politique et leurs enjeux dans les pratiques artistiques et expressions esthétiques, Recension, Mis à jour le 12/10/2013

URL: <http://revues.mshparisnord.org/cultureskairos/index.php?id=666>

Cet article est mis à disposition sous sous [contrat Creative Commons](#)